

# In Extenso

## **IN EXTENSO AUDIT**

5/7 avenue des Droits de l'Homme – BP 75701  
45057 Orléans Cedex 1  
Tel : 02.38.83.32.00

38 rue de la Marine de Loire  
45100 Orléans  
Tel : 02.38.22.22.23

[orleans@inextenso.fr](mailto:orleans@inextenso.fr)  
[www.inextenso.fr](http://www.inextenso.fr)

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS** (Exercice clos le 31 décembre 2023)

### **ASSOCIATION DEV'UP CENTRE-VAL DE LOIRE**

6, rue Carbonne  
45072 ORLEANS

## **IN EXTENSO AUDIT**

5 et 7 Avenue des Droits de l'Homme  
45000 ORLEANS

Mesdames, Messieurs,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association DEV'UP CENTRE-VAL DE LOIRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et **appropriés** pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Nous nous sommes notamment assurés :**

- ↳ du correct enregistrement des subventions et de leur rattachement à l'exercice concerné,
- ↳ de la conformité des subventions comptabilisées avec l'ensemble des conventions.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Orléans, le 15 mai 2024

**IN EXTENSO AUDIT**  
**Nelly GAUME**  
Commissaire aux Comptes associée

Signé électroniquement le 15/05/2024 par  
Nelly Gaume

**In Extenso**  
signature électronique

# Bilan Actif

	31/12/2023		31/12/2022	
	Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>			
	Frais d'établissement			
	Frais de recherche et de développement			
	Donations temporaires d'usufruit			
	Concessions brevets droits similaires	76 701	75 268	1 432
	Autres immobilisations incorporelles (1)			83
	Immobilisations incorporelles en cours			
	Avances et acomptes			
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			
	Terrains	45 000	45 000	45 000
ACTIF CIRCULANT	Constructions	868 662	668 769	200 893
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	12 300	12 300	
	Autres immobilisations corporelles	729 075	615 617	113 458
	Immobilisations corporelles en cours			101 283
	Avances et acomptes			
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>			
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>			
	Participations évaluées selon mise en équival.			
	Autres participations			
	Créances rattachées à des participations			
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés			
	Prêts	6 441	6 441	6 218
	Autres immobilisations financières			
	<b>TOTAL ( I )</b>	<b>1 739 179</b>	<b>1 371 954</b>	<b>367 224</b>
	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>			
	Matières premières, approvisionnements			
	En-cours de production de biens			
	En-cours de production de services			
	Produits intermédiaires et finis			
	Marchandises			
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes			
	<b>CREANCES (3)</b>	<b>862 299</b>	<b>18 843</b>	<b>843 456</b>
	Créances clients, usagers et comptes rattachés			625 154
	Créances reçues par legs ou donations	659 252		659 252
	Autres créances	766 702		766 702
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	<b>2 343 702</b>	<b>2 343 702</b>	<b>1 878 616</b>
	<b>DISPONIBILITES</b>	<b>1 019 676</b>	<b>1 019 676</b>	<b>975 706</b>
	Charges constatées d'avance			
	<b>TOTAL ( II )</b>	<b>5 651 530</b>	<b>18 843</b>	<b>5 632 687</b>
	<b>TOTAL ACTIF ( I à V )</b>	<b>7 390 709</b>	<b>1 390 797</b>	<b>5 999 911</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )			6 441
	Primes de remboursement des obligations ( IV )			6 218
	Ecart de conversion actif ( V )			

## Bilan Passif

	31/12/2023	31/12/2022
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	73 719	73 719
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	1 771 008	1 707 590
Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs		
Excédent ou déficit de l'exercice	(68 357)	63 419
<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>1 776 370</b>	<b>1 844 727</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	266 853	303 456
Provisions réglementées		
<b>Total des autres fonds propres</b>	<b>266 853</b>	<b>303 456</b>
<b>Total des fonds propres</b>	<b>2 043 223</b>	<b>2 148 183</b>
<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
Fonds dédiés sur concours publics		
<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>		
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques	50 000	50 000
Provisions pour charges	604 689	575 621
<b>Total des provisions</b>	<b>654 689</b>	<b>625 621</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts dotes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	609 762	517 161
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	797 012	700 149
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	365 609	
Produits constatés d'avance	1 529 606	1 041 957
<b>Total des dettes</b>	<b>3 301 989</b>	<b>2 259 267</b>
Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>5 999 911</b>	<b>5 033 072</b>
Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(68 357,27)	63 418,89
(1) Dont à moins d'un an	3 301 989	2 259 267
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

# Compte de Résultat

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Collocations	131 150	128 150
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	3 200 007	2 774 076
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs	6 394 726	5 460 028
	Concours publics et subventions d'exploitation		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	72 251	139 322
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Utilisations des fonds dédiés	689	953
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	9 798 821	8 502 526
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock	13 404	17 282
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock	5 987 036	4 937 039
	Autres achats et charges externes		
	Aides financières	312 010	298 048
	Impôts, taxes et versements assimilés	2 642 126	2 277 905
	Salaires et traitements	1 065 747	968 186
	Charges sociales	84 001	94 328
	Dotation aux amortissements et dépréciations	29 078	
	Dotation aux provisions		
	Reporte en fonds dédiés	1 282	2 017
	Autres charges		
	Total des charges d'exploitation	10 044 684	8 594 785
	RESULTAT D'EXPLOITATION	(245 863)	(92 260)

## Compte de Résultat

	31/12/2023	31/12/2022
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(245 883)</b>	<b>(82 260)</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	82 520	8 844
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des produits financiers</b>	<b>82 520</b>	<b>8 844</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	18	7
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des charges financières</b>	<b>18</b>	<b>7</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>82 502</b>	<b>8 836</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>	<b>(163 361)</b>	<b>(83 424)</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	95 903	146 892
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>95 903</b>	<b>146 892</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	3 000	29
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		21
<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>3 000</b>	<b>50</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>92 903</b>	<b>146 842</b>
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices	(2 100)	
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>9 977 245</b>	<b>8 658 261</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>10 045 602</b>	<b>8 594 843</b>
<b>EXCÉDENT ou DÉFICIT</b>	<b>(68 357)</b>	<b>63 419</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		



## Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **5 999 911** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **9 977 245** euros et un total **charges** de **10 045 602** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-68 357** euros.

L'exercice considéré débute le 01/01/2023 et finit le **31/12/2023**.  
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

### Immobilisations

Les éléments figurant au bilan dans la rubrique immobilisations incorporelles comprennent la valeur du fonds de commerce.

Par application du règlement 2015-06 de l'ANC en date du 23 novembre 2015, le fonds de commerce n'est pas amorti.

A la clôture de l'exercice, le fonds de commerce fait l'objet d'une dépréciation par voie de provision lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à leur valeur nette comptable. L'estimation de ces actifs incorporels fait l'objet d'une revue périodique selon des méthodes constatées, adaptées au secteur d'activité. Dans les présents comptes annuels aucune provision pour dépréciation n'a été constatée.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## Règles et Méthodes Comptables

### Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.  
Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.  
Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

### Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

## Immobilisations

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
		Augmentations Réévaluations	Acquisitions	Diminutions Virement p.à p.	Cessions	
<b>INCORPORELLES</b>						
Frais d'établissement et de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Autres	76 213		1 488			76 701
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>76 213</b>		<b>1 488</b>			<b>76 701</b>
<b>CORPORELLES</b>						
Terreins	45 000					45 000
Constructions sur soi propre	863 604					863 604
sur soi d'autrui						6 059
Instal. agenc. aménagement	8 059					12 300
Instal. technique, matériel outillage industriels	12 300					186 732
Instal., agencement, aménagement divers	184 386		2 346			225 952
Matériel de transport	224 810		20 191		18 048	316 391
Matériel de bureau, informatique et mobilier	292 217		33 877		9 704	
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations grevées de droits						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>1 628 378</b>		<b>58 415</b>		<b>28 753</b>	<b>1 658 037</b>
<b>BIENS REÇUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS</b>						
<b>FINANCIÈRES</b>						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés	6 218		223			6 441
Prêts et autres immobilisations financières						6 441
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>	<b>6 218</b>		<b>223</b>			
<b>TOTAL</b>	<b>1 709 808</b>		<b>58 125</b>		<b>28 753</b>	<b>1 739 178</b>

## Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	75 130	139		75 268
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>75 130</b>	<b>139</b>		<b>75 268</b>
CORPORELLES	Terreins				
	Constructions sur sol propre	625 031	37 680		662 711
	sur sol d'autrui				
	Inetel. agencement aménagement	6 058			6 058
	Inetel technique, matériel outillage industriels	12 300			12 300
	Autres inetel., agencement, aménagement divers	151 687	10 646		162 333
	Matériel de transport	186 686	13 407	19 049	181 046
	Matériel de bureau, mobilier	281 755	20 186	9 704	272 238
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		<b>1 243 520</b>	<b>81 919</b>	<b>28 753</b>	<b>1 296 686</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1 318 649</b>	<b>82 058</b>	<b>28 753</b>	<b>1 371 954</b>

## Provisions

	Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour amortissements dérogatoires				
Provisions fiscales pour prêts d'installation				
Provisions autres				
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
Pour litiges	50 000			50 000
Pour garanties données aux clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations similaires	575 621	29 078		604 699
Pour impôts				
Pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres				
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>625 621</b>	<b>29 078</b>		<b>654 699</b>
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
Sur immobilisations				
Incorporables				
corporelles				
legs ou donations				
des titres mis en équivalence				
titres de participation				
autres immo. financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients, usagers	7 400	11 843	500	18 843
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres				
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>7 400</b>	<b>11 843</b>	<b>500</b>	<b>18 843</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>633 021</b>	<b>41 021</b>	<b>500</b>	<b>673 542</b>
<b>Dont dotations et reprises</b>		<b>41 021</b>	<b>500</b>	
- d'exploitation				
- financières				
- exceptionnelles				

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice déduite selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

## Créances et Dettes

	31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
<b>CREANCES</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	6 441	6 441	
Clients, usagers douteux ou litigieux	23 954	23 954	
Autres créances clients, usagers	838 346	838 346	
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	6 105	6 105	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 344	1 344	
Impôts sur les bénéfices	2 100	2 100	
Taxes sur la valeur ajoutée	220 776	220 776	
Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers	414 000	414 000	
Confédération, fédération, union, entités affiliées			
Créances reçues par legs ou donations			
Débiteurs divers	14 927	14 927	
Charges constatées d'avance	1 019 575	1 019 575	
<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>2 547 567</b>	<b>2 547 567</b>	

Prêts accordés en cours d'exercice  
Remboursements obtenus en cours d'exercice  
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)

	31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
<b>DETTES</b>				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts dettes et de crédit à 1 an max. à l'origine				
Emprunts dettes et de crédit à plus 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	609 762	609 762		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	284 301	284 301		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	330 761	330 761		
Impôts sur les bénéfices				
Taxes sur la valeur ajoutée	143 759	143 759		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	38 190	38 190		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, entités affiliées				
Autres dettes	365 609	365 609		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 529 608	1 529 608		
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>3 301 989</b>	<b>3 301 989</b>		

Emprunts souscrits en cours d'exercice  
Emprunts remboursés en cours d'exercice  
Emprunts dettes associés (personnes physiques)

## Produits à recevoir

	31/12/2023
Total des Produits à recevoir	499 891
Autres créances clients	9 362
Clients factures à établir	9 362
Autres créances	490 529
Org. sociaux produits à recevoir	1 112
Subv. état-europe à recevoir	412 000
Etat produits à recevoir	2 000
Divers produits à recevoir	14 788
Intérêts courus	80 631

## Charges à payer

31/12/2023

<b>Total des Charges à payer</b>		<b>504 014</b>
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		<b>43 517</b>
Factures non parvenues	43 517	
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		<b>460 482</b>
Personnel prov congés payés	280 231	
Frais de déplacement à payer	4 070	
Org sociaux prov congés payés	148 523	
Org sociaux prov autres chges	26 648	
Etat charges à payer	1 012	
<b>Autres dettes</b>		<b>16</b>
Avoir à établir	16	



## Charges et Produits constatés d'avance

	31/12/2023	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION		1 019 575	1 629 606
Charges et Produits FINANCIERS			
Charges et Produits EXCEPTIONNELS			
TOTAL		1 019 575	1 629 606

## Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles	73 719				73 719
Réserves					
Autres réserves					
Report à nouveau	1 707 590	63 419			1 771 008
Excédent ou déficit de l'exercice	63 419	(63 419)		68 357	(68 357)
Situation nette	1 844 727			68 357	1 776 370
Droits des propriétaires					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	303 458		50 000	88 603	266 853
Provisions réglementées					
TOTAL	2 148 183		50 000	154 961	2 043 223

## Annexe libre

### FAITS SIGNIFICATIFS

Dev'up Centre-Val de Loire est l'Agence régionale de développement économique et social du Centre-Val de Loire.

Dans ce cadre, en fédérant l'ensemble des acteurs économiques régionaux, elle contribue notamment :

- au développement de l'innovation sous toutes ses formes ;
- au développement de l'internationalisation des entreprises ;
- à l'animation économique du territoire en partenariat avec les acteurs locaux publics et privés, notamment à travers la mise en place d'antennes à l'échelle départementale.
- à l'accompagnement des entreprises et de leurs réseaux par la détection de leurs besoins (financement, ressources humaines, transitions écologique, énergétique, numérique) ;
- à la mise en relation des acteurs de la Recherche publique avec les entreprises et les réseaux d'innovation ;
- à l'attractivité, à la construction de l'image économique et la promotion du territoire notamment pour attirer de nouveaux investisseurs ;
- à l'amélioration des politiques publiques à travers notamment la mise en place de veille et d'outils d'aide à la décision (études, production de tableaux de bord, d'indicateurs d'évaluation...) ;
- à la mise en œuvre des politiques européennes à travers la détection d'opportunités et l'accompagnement de projets.

### Subventions

L'association reçoit des subventions d'investissement. Ces dernières sont rapportées au résultat de l'association au fur et à mesure de l'amortissement des immobilisations qu'elles financent.

En 2023, l'association a perçu une subvention d'investissement de 50 000 € de la Région Centre-Val de Loire.

Dev'up Centre-Val de Loire a bénéficié également, par conventions, de subventions de fonctionnement en provenance :

de l'Europe, dans le cadre des programmes FEDER, EEN-EASME, ACTT4Cosmetics et INTERREG. (cf compte 2023)

S'agissant des subventions FEDER, Dev'up Centre -Val de Loire a encaissé 400 000€ en 2023, au titre de l'année 2022.

## Annexe libre

de l'Etat, au titre :

- du Contrat de plan Etat - Région Centre-Val de Loire 2021-2027, concernant notamment les projets stratégiques régionaux en matière d'innovation, de transfert de technologie, et dans le cadre du FNADT (Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire).

Ainsi la Préfecture de la région Centre-Val de Loire a versé à Dev'up en 2023 :

- 100 000 € au titre du FNADT,

- 28 000 € dans le cadre de la diffusion de l'innovation en région Centre Val de Loire par convention avec la DRARI (Délégation Régionale Académique à la Recherche et à l'Innovation), le versement d'un solde de 12 000€ étant à solliciter au titre de 2023 avant le 31 mars 2024.

de la Région Centre-Val de Loire, pour les programmes européens EEN-EASME, ACTT4Cosmetics, INTERREG et pour la mise en oeuvre du programme d'actions 2023 de DEV'UP dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation de la Région Centre-Val de Loire à hauteur d'un montant total versé à Dev'up de 5 704 000 € en 2023.

Concernant les actions collectives, des acomptes ont été versés en 2023 au titre de la réservation de surfaces d'exposition pour des salons se tenant en 2024. Imputés sur l'exercice 2023, ils sont reportés du budget 2023 au budget 2024. Il est à cet effet reporté une quote-part de 397 000 € de la subvention de fonctionnement de la Région Centre-Val de Loire du budget 2023 au budget 2024, tenant compte du besoin de financement complémentaire. Il en résulte la comptabilisation d'un produit constaté d'avance de 397 000 € dans les comptes 2023.

### Cotisations des membres Dev'up

En 2023 l'Association a perçu des cotisations de ses membres à hauteur de 131 150€.

### Actions collectives à caractère commercial

Les missions collectives à caractère commercial (salons, mini-expositions, missions sectorielles: actions assujetties à la TVA), réalisées en 2023, ont représenté environ 77 % du budget des actions de l'agence (hors masse salariale et frais de fonctionnement).

En 2023 l'ensemble de l'association DEV'UP est fiscalisée et soumise à l'impôt sur les sociétés.

### Honoraires

Le montant des honoraires comptabilisés du Commissaire aux comptes figurant au compte de résultat s'élève à 11 425.39 €.

### Informations relatives aux dettes fournisseurs et aux créances clients:

Le logiciel de la société ne permet pas à ce jour de calculer les délais de paiements fournisseurs et clients en

## Annexe libre

application des dispositions de l'article L 441-6-1 al 1 du code de commerce.

### Provision pour litige

La provision pour litige de 50 000€ constatée au 31/12/2017 est maintenue au 31/12/2023. Elle concerne le licenciement d'une salariée de l'ARITT en 2015 qui a saisi le Conseil des Prud'hommes

Un licenciement pour fautes graves a été prononcé en juillet 2020 à l'encontre d'un salarié de Dev'up, sans constitution d'une provision pour risques et charges. Le dossier a fait l'objet d'une décision de radiation prononcée par le Conseil de Prud'hommes en date du 11 janvier 2022. Courant septembre 2022, la partie adverse a souhaité relancer la procédure auprès du conseil des prud'hommes. Le dossier est toujours en cours.